

ENTOURONS LA RÉVOLUTION SYRIENNE DE SOLIDARITÉ ACTIVE !

ligue internationale des travailleurs - lit-qj
www.litci.org/fr

La révolution syrienne entame sa troisième année et s'intensifie à l'extrême. Le peuple syrien, qui a pris les armes pour se libérer de la dictature sanguinaire de Bachar Al Assad, continue à faire preuve d'un héroïsme impressionnant et à endurer tous les sacrifices, face à un ennemi qui détient la supériorité militaire et s'est révélé prêt à commettre les crimes les plus odieux, y compris un génocide, afin de conserver le pouvoir.

Le pays se débat dans une sanglante guerre civile. La situation de mort et de destruction est dramatique et ses conséquences vont persister pendant des décennies, comme en témoigne l'Observatoire syrien pour les droits de l'homme, qui situe le nombre de morts depuis le début du conflit armé entre 94 000 et 120 000 personnes. Cette estimation, qui est certainement en dessous de la réalité, comprend 47 387 civils, dont 4788 enfants et 3048 femmes.

A cela s'ajoute le drame de ceux qui ont dû abandonner leur maison à cause du conflit. L'ONU évalue le nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays à plus de 4 millions et le nombre de personnes qui ont quitté le pays à plus d'un million et demi. Chaque jour, quelque dix mille personnes, dont la moitié d'enfants, franchissent les frontières de la Syrie. Ces dix dernières semaines, un demi-million de civils sont ainsi partis. Dans cet exode douloureux, il est fréquent que des villages entiers arrivent aux frontières du Liban, de la Jordanie, de la Turquie ou de l'Irak, après plusieurs jours de marche sous les attaques de l'armée fidèle au régime. Et après l'accueil dans ces pays, il s'agit de survivre dans des conditions inhumaines et d'endurer la faim et les intempéries.

Au milieu de cet horrible scénario dû aux crimes d'Al Assad, la révolution et la guerre civile syriennes se développent. Elles sont certainement le fer de lance et l'arène principale dans la continuité de la vague des révolutions qui secouent l'Afrique du Nord et le

Moyen-Orient depuis fin 2010. Quelle est l'évolution de la situation militaire et politique ? Quels sont les problèmes auxquels la révolution est confrontée pour réussir ? Quelles sont les perspectives ? Quelle est la position que les révolutionnaires doivent prendre face à la principale confrontation de la lutte de classes aujourd'hui ?

Une contre-offensive d'Al Assad, avec le Hezbollah comme protagoniste

Depuis quelques mois, le cours de la guerre civile était marqué par une série d'avancées des forces rebelles qui, d'une certaine manière, réduisaient l'énorme différence en termes de puissance militaire.

Cependant, cette situation a commencé à changer au cours des dernières semaines et, actuellement, une intense contre-offensive de l'armée fidèle au tyran se développe et parvient à reprendre d'importantes positions contrôlées par les rebelles.

La contre-offensive du régime – qui semblait épuisé et qui devait se résigner à une série de défaites ponctuelles – est basée sur un nouvel et très important élément politique et militaire: **l'entrée décisive et sans retenue des combattants du Hezbollah, le parti-milice chiite libanais, dans le camp militaire de la dictature syrienne.**

Ce n'est pas un fait mineur, car il s'agit de l'une des organisations politico-militaires les plus puissantes du Moyen-Orient. En fait, la participation de milliers de combattants du Hezbollah au service du régime syrien s'est avérée qualitative à Homs, un centre de la révolution et la troisième plus grande ville du pays, assiégée en permanence. Sans l'aide du Hezbollah, il aurait pratiquement été impossible à la dictature de reprendre un quartier stratégique comme Wadi Al Sayeh. Le bombardement d'Homs est incessant et infernal et transforme la ville en décombres. Une pluie de missiles fut suivie par des incursions terrestres qui, aux dires des rebelles, étaient dirigées par des combattants du Hezbollah. L'objectif immédiat du régime serait de reprendre le contrôle de la route reliant cette ville à Hama.

Les forces du Hezbollah ont joué également un



LCT - LIGUE COMMUNISTE DES TRAVAILLEURS

Section belge de la
Ligue Internationale des Travailleurs - QJ
www.lct-cwb.be - lct.cwb@gmail.com

rôle de premier plan dans les victoires partielles que le régime a obtenues à Damas, où il a reconquis des points de contrôle à Zamalka et a consolidé sa récupération de Gaysa, deux quartiers situés à l'Est de la ville. A partir de ces points de la périphérie, qui ont été âprement défendus par les milices rebelles, le régime peut désormais bloquer des voies importantes d'approvisionnement en armes et en équipements pour l'Armée syrienne libre (ASL).

De cette façon, le Hezbollah – qui s'était adjugé une autorité importante et l'admiration de milliers de militants dans le monde pour avoir mis en échec l'invasion du Liban par Israël en 2006 – joue maintenant un rôle tout à fait contre-révolutionnaire dans la guerre civile en Syrie, en mettant toute son autorité politique et toute sa puissance militaire au service du soutien à la dictature du clan Assad.

Cet élément nous amène à réaffirmer une conclusion : à ce stade de la guerre civile, la dictature se maintient au pouvoir principalement en raison de l'aide extérieure, une aide qu'elle reçoit – on le sait – non seulement du Hezbollah, mais aussi du régime théocratique réactionnaire d'Iran, qui lui fournit des missiles et des spécialistes militaires ; de la Russie, qui lui fournit des armes modernes et des installations antiaériennes, ainsi que tout le soutien diplomatique et le poids de sa base navale à Tartous ; et de pays comme le Venezuela, gouverné par le chavisme et qui fournit une partie du carburant utilisé par l'aviation du régime pour bombarder les rebelles et la population civile.

L'intensification des méthodes génocidaires

Tout ce soutien externe, non négligeable, est complété par une politique d'utilisation accrue de la terreur et de la promotion des massacres de civils par le régime. Il y a quelques semaines, dans la région côtière, berceau de la famille Assad, les troupes de la dictature et ses bandes de shabihas (les tueurs à gages du régime) ont commis d'atroces massacres dans les villes de Baniyas et de Baydas, dans la province de Tartous, où les mercenaires de Bachar sont allés de maison en maison pour piller, décapiter et violer plus de 150 personnes dans chacune de ces villes, dont beaucoup de femmes et d'enfants.

Dans le cadre de cette dynamique génocidaire, les rebelles dénoncent l'usage par Al Assad d'armes chimiques mortelles, en particulier le gaz sarin, contre les milices et la population civile. Le fait qu'Al Assad dispose d'un des stocks les plus importants d'armes chimiques de la région n'est pas un secret. Il s'agit de rien moins que de mille tonnes de gaz sarin, de gaz moutarde et de l'agent neurotoxique VX, en plus du cyanure, stockés dans au moins 17 endroits différents du pays.

La politique de l'impérialisme...

Ceci étant, voyons maintenant quelle est la

politique appliquée par l'impérialisme, dans le cadre, bien entendu, de sa stratégie de vaincre la révolution et de stabiliser le pays et la région. Cette stratégie requiert l'écartement d'Al Assad du pouvoir, avant que les masses insurgées ne le chassent par leur action victorieuse et ne dynamisent encore davantage la situation révolutionnaire dans une région centrale pour les intérêts des grandes puissances.

Les plaintes formelles concernant l'utilisation d'armes chimiques par Al Assad ont créé un climat de pression en faveur d'une intervention militaire américaine en Syrie, étant donné qu'Obama avait annoncé, il y a plusieurs mois, que cet usage serait la « ligne rouge » à ne pas franchir, sous peine d'une action militaire de son gouvernement contre le régime de Damas.

Cependant, la politique de l'impérialisme ne passe pas par une intervention militaire de ses troupes sur le terrain. Non seulement en raison de la crise économique, de l'absence de consensus international et de la force relative de l'armée d'Al Assad (bien supérieure à celle de Kadhafi), mais surtout pour des raisons politiques, qui sont liées à la défaite militaire de l'impérialisme américain en Irak et en Afghanistan – avec ses séquelles au sein de la société américaine elle-même – et à la nécessité de faire preuve de prudence dans une région qui connaît un processus révolutionnaire intense, que les Etats-Unis prétendent contenir.

En ce sens, Obama lui-même fut catégorique en déclarant : « Je ne peux pas m'imaginer un scénario dans lequel la présence de troupes américaines pourrait être utile, ni pour la Syrie, ni pour les Etats-Unis ». Et il ajoutait qu'il n'interviendrait pas au prix de « provoquer le chaos » dans toute la région. S'il n'excluait pas « d'autres actions militaires, moins risquées », il est clair qu'une invasion de troupes sur le terrain ne fait pas partie de ses options actuelles, en raison de son coût politique.

Ce n'est pas dans les plans de l'impérialisme d'armer toutes les milices rebelles à hauteur de leurs besoins (avions, artillerie antiaérienne, tanks, etc.), car il sait qu'il armerait et renforcerait une révolution populaire qui menace ses intérêts. Tout au plus, de l'armement mineur est acheminé par le Qatar, l'Arabie saoudite et d'autres pays du Golfe, vers certains secteurs et brigades rebelles, en particulier ceux liés à un islam salafiste, d'après les dénonciations de militants syriens. En réalité, il s'agit des secteurs les plus proches de ces pétromonarchies et qui, bien que maintenant opposés au régime, conçoivent la lutte d'une manière sectaire, confessionnelle et religieuse, entre chiites-alaouites et sunnites, et non comme la lutte du peuple syrien contre la tyrannie du Baath.

Par là, des milices comme le Front Al Nusra – qui a déclaré allégeance à Al-Qaïda et qui serait financé par le Qatar – finissent par faire le jeu de la dictature en créant la division et en éloignant d'autres secteurs

ethniques et religieux de la lutte révolutionnaire. Ce n'est donc pas par hasard qu'ils reçoivent plus d'armes et de soutien que les secteurs laïcs, tels que l'ASL, qui éprouvent beaucoup plus de difficultés pour s'approvisionner.

La politique de l'impérialisme pour vaincre la révolution syrienne continue d'être la promotion d'une issue négociée, qui écarte Al Assad du pouvoir (en lui garantissant l'impunité), sauve l'essentiel du régime et obtient la stabilisation du pays et de la région. C'est ce que résume le secrétaire d'Etat américain, John Kerry, qui veut « *que toutes les parties se mettent autour de la table afin d'être en mesure de mettre en place un gouvernement de transition avec le consentement des deux parties, ce qui signifie clairement, à notre avis, que le président Al Assad n'en fera pas partie* ».

Des diplomates américains ont rencontrés à cet effet le président russe Vladimir Poutine et, plus tard, le Premier ministre britannique David Cameron. L'approche convenue est de réaliser une « conférence de paix » sur la Syrie au début du mois de juin prochain, où il s'agit – selon les déclarations d'Obama – de « *rassembler des membres du régime et de l'opposition à Genève pour parvenir à un accord sur un gouvernement de transition qui pourra assumer le pouvoir après [le départ de Bachar Al] Assad* ».

... et les attaques d'Israël

C'est dans le cadre de cette politique qu'il faut situer, selon nous, les récentes frappes aériennes d'Israël contre des installations militaires syriennes. Tout d'abord, une telle agression sioniste ne peut mériter que notre condamnation et notre opposition les plus catégoriques.

Il est également important de noter que, bien que ces attaques affaiblissent quelque peu le potentiel militaire d'Al Assad, elles ne peuvent être considérées par les combattants syriens comme une « aide » à la cause révolutionnaire, car Israël est parmi les plus intéressés à vaincre la révolution, non seulement en Syrie mais dans toute la région.

D'autre part, ces faits ne peuvent pas ranger Al Assad parmi les combattants antisionistes à défendre, comme lui-même et la majorité de la gauche le prétendent, car cela fait 40 ans qu'il n'a rien fait, pas le moindre coup de fusil, contre Israël pour récupérer le plateau du Golan – un territoire syrien occupé par les sionistes en 1967 – ; et il ne songe pas non plus à le faire maintenant.

Le Conseil militaire révolutionnaire de Damas, une organisation rebelle majeure, a déclaré : « *Nous soulignons que notre lutte contre le régime d'Al Assad ne nous a pas fait oublier notre plus grand ennemi, Israël, et nous ne l'oublierons pas. [...] C'est de ce point de vue que nous condamnons sans équivoque la récente agression israélienne sur le sol syrien, et nous la*

considérons comme une violation de la souveraineté de notre pays, la Syrie. Et jusqu'à ce que l'armée syrienne devienne de nouveau patriotique après le renversement de la mafia d'Assad, nous répondrons par des actions à toute attaque israélienne, et pas seulement avec des mots, comme c'est habituellement le cas du régime d'Al Assad, sans aucune action conséquente. »



En ce sens, il nous semble qu'une analyse des motifs des attaques sionistes serait superficielle si elle se limitait à l'envoi supposé d'armes sophistiquées (des missiles iraniens) par Al Assad au Hezbollah, comme le prétendent Israël et la presse internationale. D'autant plus qu'il est difficile de croire qu'au milieu d'une guerre civile, qui est une question de vie ou de mort pour le régime, ce dernier se dépouille d'armes de ce type, alors qu'il en a besoin dans le pays.

En réfléchissant un peu mieux à la question, on voit qu'il est possible que les attaques ciblées d'Israël (qui n'a d'ailleurs aucun intérêt à une guerre avec le régime d'Al Assad) soient au service de la politique générale de l'impérialisme, qui consiste à forcer le régime à négocier une transition. Ce serait un « ne bougez pas ! » à l'adresse d'Al Assad, surtout à un moment où celui-ci, enhardi par ses avancées militaires et le soutien matériel de ses alliés extérieurs, refuse de s'asseoir pour négocier et ne pense même pas assister à la soi-disant « conférence de paix ».

Bref, l'impérialisme, incapable d'intervenir militairement, joue un jeu dans lequel il se met du côté de l'opposition au régime, en particulier de la Coalition nationale syrienne, une opposition fort modérée. Toutefois, d'un côté, il impose des conditions aux autorités de cette Coalition en même temps qu'il refuse d'armer les rebelles pour renverser Al Assad, et de l'autre, il ne peut pas non plus se permettre que la dictature écrase militairement les rebelles. Il s'en suit un équilibre fragile qui pointe vers une usure générale pour forcer un règlement négocié. A cet effet, l'impérialisme a fait usage de la force militaire de son enclave dans la région, Israël, pour montrer à

Al Assad et à sa garde prétorienne que la meilleure solution au conflit serait de suivre le chemin tracé par les Etats-Unis et ses alliés : un accord au sommet pour empêcher une victoire révolutionnaire des masses syriennes.

Faisons tout pour la victoire de la révolution ! Participons à la Journée mondiale de solidarité avec la Révolution syrienne !

Au moment où le régime d'Al Assad lance une brutale contre-offensive, avec la collaboration du Hezbollah, avec les armes et les conseillers militaires d'Iran et de Russie – une contre-offensive sur la base d'actions génocidaires contre le peuple syrien, telles que les massacres atroces et l'utilisation de gaz toxiques –, nous réitérons **qu'il n'y a pas de tâche plus urgente que celle d'entourer la révolution syrienne de tout soutien et de solidarité active.**

Il s'agit, actuellement, du principal conflit entre la révolution et la contre-révolution mondiales. Une victoire ou une défaite en Syrie aurait un impact très fort dans la région du Moyen-Orient et dans le monde. Cette bataille n'est pas lointaine, sans rapport avec la réalité des autres pays. Elle fait partie d'une lutte globale des opprimés contre les oppresseurs.

Toutefois, malheureusement, et contrairement à ce qui s'est passé en Egypte ou en Tunisie, la révolution syrienne (tout comme la révolution libyenne en son temps) reste isolée, car la majorité de la gauche mondiale (sous la houlette du castro-chavisme) se met, de façon criminelle, du côté du dictateur et contre les masses qui le remettent en question. Pour justifier ce crime politique, ils utilisent comme argument fallacieux le fait que ces dictateurs sanguinaires seraient des dirigeants « anti-impérialistes » et « antisionistes », victimes d'une « conspiration internationale », alors que la vérité, c'est qu'ils se sont inclinés pendant des décennies devant l'impérialisme et lui ont tout bradé, et qu'actuellement ils font face (où faisaient face, dans le cas de Kadhafi) à la lutte de leurs peuples, qu'ils ont toujours opprimés et réprimés de manière brutale.

Compte tenu de cette trahison de la majorité de la gauche, il est impératif de briser l'isolement politique et militaire qui affecte la révolution syrienne en exprimant un soutien inconditionnel à la lutte du peuple pour renverser la dictature meurtrière d'Al Assad.

Nous, la LIT-QI, nous exprimons un soutien inconditionnel à la révolution syrienne, qui que ce soit qui la dirige, comme nous le faisons depuis le début de la révolution. Et nous soutenons que le mot d'ordre central des militants et des combattants honnêtes et de gauche doit être, plus que jamais : **A bas Al Assad ! NON à l'intervention impérialiste et sioniste ! Tout soutien pour le triomphe de la révolution !**

En ce sens, il est nécessaire d'exiger de tous les gouvernements du monde – en commençant par les pays de la région qui font partie de la révolution,

comme l'Egypte, la Tunisie et la Libye – de rompre les relations diplomatiques et commerciales avec la dictature d'Al Assad et d'envoyer des avions, des chars et des armes lourdes, des médicaments, de la nourriture et toutes sortes de matériaux de support, pour être utilisés sous le contrôle des milices rebelles afin que celles-ci puissent vaincre et mettre fin à ce régime, un régime qui opprime le peuple syrien et qui a démontré qu'il était un fidèle gardien des intérêts d'Israël et des Etats-Unis.

En ce sens, nous sommes contre l'embargo criminel sur les armes pour les combattants rebelles en Syrie, imposé par l'Union européenne et l'ONU.

Il y a urgence pour organiser une vaste campagne internationale, aussi large que possible, de soutien à la révolution syrienne. Dans cette perspective, une journée mondiale de solidarité avec la Révolution syrienne s'organise pour le 31 mai, convoquée par le Mouvement mondial de Solidarité, un réseau de militants dans plusieurs pays. L'idée est de promouvoir à cette date toutes sortes d'actions – des marches, des rassemblements face aux ambassades d'Al Assad, des événements culturels, des débats, etc. – afin d'ouvrir le débat sur la nécessité de soutenir la révolution syrienne et de recueillir un soutien matériel pour ses combattants.

C'est le chemin à suivre, à notre avis, par les organisations socialistes révolutionnaires et pour toute organisation qui défend les libertés démocratiques, la liberté d'organisation et d'expression et la lutte contre les tyrannies dans le monde. C'est le chemin de la solidarité active, militante et internationaliste, avec les luttes et les révolutions des peuples contre leurs gouvernements et contre l'impérialisme. Le peuple syrien, ses combattants et ses milices populaires, ne peuvent pas se sentir abandonnés par la gauche internationale et penser que la « gauche » serait aux côtés des dictateurs, à cause du rôle néfaste du castro-chavisme et du stalinisme dans toutes ses variantes. Il est nécessaire que la gauche mondiale et l'ensemble du mouvement syndical, social, populaire, étudiant et des Droits de l'homme prennent une position claire en faveur de la victoire militaire rebelle et s'unissent pour faire tout ce qui est nécessaire pour aider la révolution syrienne à vaincre.

La LIT-QI s'engage, modestement mais avec beaucoup de conviction, dans cette tâche. Nous luttons pour que le peuple syrien renverse la dictature d'Al Assad, avec ses armes et sa mobilisation. Ce serait une grande victoire révolutionnaire pour les Syriens et pour tous les peuples du monde, et une puissante impulsion à l'avancement de la révolution socialiste. La révolution syrienne doit triompher, et elle ne peut pas s'arrêter avec la chute du tyran ; elle doit avancer vers la prise du pouvoir par la classe ouvrière et le peuple syriens, initiant ainsi la construction d'une Syrie socialiste, dans le cadre de la lutte pour une Fédération de Républiques socialistes du Moyen-Orient et de l'Afrique du nord.